



NIGERIA ONE

NEWSLETTER

Mars 2022

Environ 200 millions de
personnes sont âgées de
15 à 24 ans en Afrique



LA JEUNESSE AFRICAINE

une richesse oubliée

SOMMAIRE

- 03 CHIEF TIMIPRE SYLVA envisage l'année 2022 avec optimisme
- 04 La chute des revenus de l'industrie pétrolière au Nigeria
- 07 La raffinerie Dangote très attendue au Nigeria
- 10 Sommet international de l'énergie au Nigeria (NIES)
- 13 La jeunesse africaine, une richesse oubliée
- 15 Les dix pays africains aux plus grandes réserves de pétrole brut sont-ils aussi les plus gros producteurs en 2021 ?
- 18 La déclaration de Niamey
- 21 Les répercussions du conflit Russie-Ukraine sur les approvisionnements en gaz
- 23 Les USA occupent pour la première fois la 1ère place des exportateurs de GNL dans le monde
- 24 L'offre mondiale de pétrole peut-elle dépasser la demande ?
- 27 La transition énergétique encore loin d'être une réalité



CHIEF TIMIPRE SYLVA envisage l'année 2022 avec optimisme

Le Ministre d'Etat des ressources pétrolières, Timipre Sylva, est très optimiste quant aux progrès de l'industrie pétrolière en 2022, malgré les défis à relever. L'adoption récente de la loi sur l'industrie pétrolière (Petroleum Industry Act) va créer de formidables opportunités pour l'industrie. La nouvelle loi devrait apporter de nouveaux investissements et débloquent le grand potentiel du secteur. Dès sa nomination en 2019, Chief Timipre Sylva a promis d'éradiquer la contrebande de PMS à travers les frontières, de commercialiser les torchères de gaz, d'augmenter la production à environ 3 millions de barils par jour, et enfin de réduire les coûts de production du pétrole brut d'au moins cinq pour cent. Parmi ses priorités majeures figurent également l'expansion de la capacité de raffinage nationale et les modifications des contrats de partage de la production en mer profonde et dans les bassins intérieurs.

Nous espérons que des avancées positives seront réalisées cette année pour tenir ces promesses. Le Ministre demeure optimiste quant à la volonté du Nigeria de poursuivre le développement de l'industrie pétrolière et gazière, même si les énergies fossiles sont une épine dans le pied des pays en développement. De son point de vue, l'administration Buhari continuera à mettre tout en œuvre pour offrir un meilleur environnement à tous les Nigériens : « L'année 2022 va être une bonne année pour le Nigeria et le rêve nigérian sera réalisé ».



La chute des revenus de l'industrie pétrolière au Nigeria

Le Nigeria, premier producteur de pétrole de l'OPEP, n'a pas réussi à maximiser les bénéfices d'un baril de pétrole à 75 dollars et a perdu environ 487 millions de dollars. Au mois de décembre, le pays a enregistré une baisse de sa production de 6,596 millions de barils de pétrole. La production pétrolière du Nigeria est actuellement inférieure d'environ 300 000 barils à la quantité que le pays devrait produire selon le niveau cible fixé par l'OPEP+. Un niveau de 1,666 millions de barils par jour a été fixé par l'OPEP+ en décembre. Or, la production réelle du Nigeria en décembre était de 1 338 millions de barils par jour. Près de 10 % du PIB du Nigeria est généré par le secteur pétrolier et gazier. Les recettes des exportations pétrolières représentent près de 86 % des recettes totales. Il est capital de bien comprendre l'ampleur d'une telle perte de revenus et son incidence profonde sur l'ensemble de l'économie. Le Nigeria est l'un des plus gros producteurs de pétrole au monde et la baisse de la production de pétrole nigérian est assez inquiétante étant donné les répercussions directes sur l'approvisionnement énergétique mondial. Ainsi, la réduction de la production pétrolière du Nigeria est en toute logique un facteur qui contribue à la flambée actuelle des prix mondiaux du pétrole. Les producteurs de l'OPEP+ ont enregistré des gains totaux de 250 000 barils par jour le mois dernier. Ils n'ont pas atteint la quantité allouée et ont été de 790 000 en dessous de l'objectif quotidien. La sous-production au Nigeria, en Angola et en Malaisie, en Russie et dans d'autres pays du monde a empêché le groupe d'atteindre son quota cible.

Différents facteurs ont conduit à la perte de revenus pétroliers du Nigeria, notamment des dysfonctionnements techniques et opérationnels, des cas de force majeure et des sabotages. En 2021, les pertes de revenus pétroliers se sont élevées à 3,5 milliards de dollars, soit environ 10 % des réserves de change du pays. Il est possible de soutenir l'industrie pétrolière du pays en réduisant la proportion de vol de pétrole. En 2021, environ 200 millions de barils de pétrole brut ont été détournés au Nigeria. Bloomberg rapporte que le Nigeria perd entre 150 000 et 180 000 barils de brut par jour à cause du bunkering, ce qui équivaut à une perte de 4 milliards de dollars par an. Le pays a produit bien moins que son quota requis, démontrant ainsi sa difficulté à atteindre son objectif. Les délits de ce genre rendent la tâche de plus en plus difficile. Il est très facile pour les trafiquants de dérober du pétrole brut du fait de la vétusté des infrastructures et notamment des pipelines, qui rendent le brut plus facile d'accès. Le défaut de sécurité sur les voies navigables du pays et le sous-investissement dans le secteur rendent encore plus difficile la lutte contre cette criminalité.



Les pouvoirs publics et l'industrie pétrolière doivent impérativement travailler ensemble pour enrayer cette tendance avant qu'elle ne s'aggrave. Des pertes sont constatées au Ghana, au Maroc, en Ouganda, au Mozambique, au Mexique, en Thaïlande, en Azerbaïdjan et en Turquie, mais dans une moindre mesure qu'au Nigeria. En dépit des niveaux de production élevés du Nigeria, le gouvernement et le secteur pétrolier devraient collaborer afin de concevoir des systèmes destinés à mieux surveiller et évaluer les oléoducs de manière à réduire la criminalité. Les responsables nigériens ont mis en place un comité chargé de récupérer le pétrole brut et les produits pétroliers illégalement raffinés en septembre 2021.

L'ambitieux plan nigérian (qui comporte des mesures de sécurité) entend mettre fin au détournement de pétrole brut, relancer la production de brut et remédier aux fuites de revenus. Gbenga Komolafe, PDG de la Nigerian Upstream Petroleum Regulatory Commission, a déclaré que le plan avait déjà été approuvé par l'administration du Président Buhari. En outre, la croissance de la production pétrolière du Nigeria est contrariée par des défaillances techniques et opérationnelles persistantes. Ces derniers mois, des défaillances techniques dans les grands champs pétrolifères nigériens se sont traduites par un pompage inférieur à la normale dans nombre d'entre eux, notamment dans le delta du Niger (Forcados, Bonny, Escravos, Brass River et Qua Iboe) et dans certains champs offshore (Bonga, Usan). Les fuites ont également augmenté dans certains des principaux réseaux de pipelines du pays. Cette situation est due à une augmentation des sabotages de pipelines ou à une infrastructure vétuste ou fragilisée dans le pays. Beaucoup de ces pipelines doivent être réparés de toute urgence. Le risque accru d'enlèvements et d'autres troubles de la sécurité dans le sud du pays, région productrice de pétrole, pourrait également dissuader les investissements et entraver une production optimale. La montée de la violence dans le sud-est est également un sujet de préoccupation. Pour résoudre le problème actuel, il faut espérer que le plan du gouvernement pour la prévention de ces crimes sera mené à bien. La priorité des responsables nigériens est d'attirer davantage d'investissements afin de pouvoir construire des infrastructures de meilleure qualité. La résolution des questions de sécurité dans tout le pays a été une des principales préoccupations de l'administration Buhari, qui a réalisé des avancées considérables pour ramener la paix, même si beaucoup reste à faire. Si certaines mesures de sécurité sont appliquées avec succès, le Nigeria possède le potentiel nécessaire pour être plus compétitif et produire davantage de pétrole brut que ce n'est le cas actuellement.





La raffinerie Dangote très attendue au Nigeria

Avec des réserves prouvées estimées à 37 milliards de barils, le Nigeria possède les deuxièmes plus grandes réserves de pétrole d'Afrique, après la Libye. Néanmoins, il importe la majeure partie de ses produits raffinés en raison de la faible capacité des raffineries nationales. Si les importantes réserves pétrolières du Nigeria sont perçues par certains comme une véritable manne perdue, M. Aliko Dangote, brillant homme d'affaires mondial, les a vues comme une formidable opportunité commerciale. Il a donc accepté de relever le défi de remédier à la dépendance du Nigeria à l'égard des importations de produits pétroliers tels que le carburant et le diesel. En 2007, il s'est entretenu avec le gouvernement au sujet de ce problème récurrent et a proposé la construction d'une raffinerie qui permettrait de pallier aux difficultés des Nigériens. Bien que sa proposition n'ait pas été approuvée par les précédents responsables gouvernementaux, elle a été de nouveau présentée à l'administration Buhari, qui s'est montrée plus réceptive au projet. La promulgation de la PIA (Petroleum Industry Act) a suscité un vif intérêt de la part de M. Dangote. Selon lui, le Nigeria a perdu entre 50 et 60 milliards de dollars d'investissements en raison du retard pris par cette loi. Avec le soutien du gouvernement, M. Dangote a lancé le projet de raffinerie de pétrole, qui vise non seulement à transformer radicalement la physionomie du secteur de l'énergie au Nigeria, mais aussi à développer considérablement l'économie. Située dans la zone franche de Lekki, la raffinerie Dangote couvre un terrain de 2 635 ha sur le littoral de l'océan Atlantique, près de Lagos.

L'emplacement a été choisi de manière stratégique pour sa facilité de transbordement des produits pétroliers raffinés vers les marchés internationaux. En plus d'être la plus grande raffinerie de pétrole d'Afrique, ce sera la plus grande installation à train unique du monde. Une fois terminée en 2022, elle produira une quantité importante de produits pétroliers raffinés du Nigeria et pourra même exporter des produits excédentaires. Il s'agit d'un projet intégré de raffinerie et de pétrochimie d'une capacité de 650 000 barils par jour (bpd). Le président du groupe Dangote a révélé que la raffinerie sera en mesure de traiter le pétrole brut au troisième trimestre de 2022, ce qui portera la capacité de traitement à 540 000 barils par jour. La pleine production est prévue pour la fin de l'année 2022 ou le début de l'année 2023. Elle permettra de traiter du pétrole brut de qualité légère et moyenne pour produire des carburants propres, notamment de l'essence et du diesel, ainsi que du polypropylène et du kérosène de qualité Euro-V. L'installation produira annuellement 10,4 millions de tonnes (Mt) d'essence, 4,6 Mt de diesel, 4 Mt de kérosène, 0,69 Mt de polypropylène, 0,24 Mt de propane, 32 000 tonnes de soufre et 0,5 Mt de noir de carbone. Il y a actuellement environ 40 000 travailleurs sur le site. Au terme de la construction, le nombre d'employés devrait atteindre les 50 000-70 000. Parmi les membres du personnel, on compte des ingénieurs et des experts du monde entier ainsi que des travailleurs locaux. Afin de favoriser le renforcement des compétences et des capacités de la population locale, chaque embauche de personnel étranger doit être assortie de celle de quatre Nigériens. Le nombre d'employés actuels est d'environ 11 000 travailleurs étrangers et jusqu'à 29 000 employés en cours de formation. Aliko Dangote n'est pas le seul à être propriétaire de ce projet de 19 milliards de dollars, même si la raffinerie porte son nom. La NNPC, l'entreprise publique Nigerian National Petroleum Corporation, prend une participation de 20 %. M. Dangote détient environ 9 milliards de dollars de capitaux propres. La Standard Chartered Bank est à la tête d'un groupe de banques locales et étrangères qui ont fourni 3,3 milliards de dollars pour le projet.

Le département américain du commerce et du développement a financé le développement des ressources humaines de la raffinerie en octroyant une subvention de 3 milliards de dollars pour la formation. Outre les économies qu'elle permettra de réaliser, la raffinerie doublera la capacité de raffinage du Nigeria et permettra de répondre à la demande croissante de pétrole brut. De l'avis de M. Dangote, la raffinerie aboutira à une transformation significative du Nigeria et apportera de multiples retombées positives : stabilité de la monnaie, capacité à générer des devises étrangères grâce aux exportations, amélioration de la balance commerciale et impact sur les secteurs de l'agriculture et de l'énergie. Lors d'une récente réunion d'investisseurs étrangers à New York, le gouverneur de la banque centrale du Nigeria, M. Godwin Emefiele, a fait remarquer que les importations de produits pétroliers du Nigeria représentent 30 % de ses devises et que cette situation peut être inversée grâce au bon fonctionnement de la raffinerie de Dangote. Plusieurs obstacles ont retardé l'achèvement de la raffinerie tant attendue, notamment la récente pandémie de Covid-19 qui a provoqué des bouleversements économiques mondiaux, exposé de nombreuses faiblesses dans les chaînes d'approvisionnement et retardé le transport de quelques éléments d'équipement vers l'usine.



Il est à espérer que dans les mois à venir, la raffinerie atteindra sa capacité optimale et qu'elle deviendra le véritable fer de lance du secteur énergétique nigérian et de la croissance économique du pays. Un optimisme général règne parmi toutes les parties prenantes, qui espèrent que l'économie nigériane connaîtra bientôt une expansion réussie grâce à la mise en service prochaine de la raffinerie Dangote.



Sommet international de l'énergie au Nigeria (NIES)

La cinquième édition du Sommet international de l'énergie (NIES) s'est tenue à Abuja du 27 février au 3 mars 2022. De nombreux ministres et hauts fonctionnaires, des dignitaires, des dirigeants de compagnies pétrolières locales et internationales, des experts du secteur et diverses autres parties prenantes ont assisté à cet événement prestigieux. On estime que 5 000 personnes venues d'au moins 53 pays y ont participé. Le sommet a accueilli une exposition internationale présentant des produits et services du secteur de l'énergie, des opérateurs économiques, des entreprises nationales et internationales et des investisseurs potentiels qui ont présenté leurs dernières technologies énergétiques. Plusieurs ateliers techniques et sessions plénières ont été organisés pendant le sommet. Le 24 février 2022, S.E. Chief Timipre Sylva, Ministre d'État chargé des ressources pétrolières, a déclaré lors d'un point de presse (en prélude au sommet) à Abuja que parmi les étapes importantes du sommet au cours des cinq dernières années figuraient l'initiative de la décennie du gaz du Nigeria et la signature d'un accord par l'Agence américaine pour le développement du commerce (USTDA) avec la National Petroleum Corporation (NNCP) du Nigeria pour financer une centrale électrique à cycle combiné de 1 350 mégawatts alimentée au gaz naturel à Abuja.

Il a déclaré : "Dès le départ, l'objectif du sommet était d'organiser la conférence la plus importante et la meilleure sur la technologie et les affaires pétrolières en Afrique, qui constituera une plateforme définitive, et ce non seulement pour le Nigeria, mais aussi pour l'Afrique, afin de prendre part à la communauté énergétique mondiale. Je crois que nous avons tenu nos promesses à chaque édition." Il a ajouté : "Conformément au calendrier mondial de transition énergétique et à la nécessité pour nous de rester pertinents et en avance, nous avons rebaptisé le sommet et il est devenu le Nigeria International Energy Summit (NIES)."

Le NIES était auparavant connu sous le nom de Nigeria International Petroleum Summit (NIPS). Le sommet inaugural s'est tenu en 2018. Le thème de l'événement de cette année est : "Revitaliser l'industrie : Les carburants du futur et la transition énergétique.". Le Secrétaire Général de l'OPEP, S.E Mohammad Sanusi Barkindo, a participé virtuellement à la cérémonie d'ouverture et a délivré un message de bienvenue. Dans le message préenregistré, M. Barkindo a remercié le Président Buhari pour son rôle influent au sein de l'organisation de l'industrie énergétique mondiale. Dans son discours, il a félicité le gouvernement nigérian pour la promulgation de la loi sur l'industrie pétrolière (PIA). "Cette législation tant attendue pour le secteur pétrolier et gazier apporte les réformes nécessaires conçues pour renforcer les institutions, consolider les cadres réglementaires et fiscaux et pour attirer durablement les investissements dont nous avons tant besoin.

Au cours du sommet d'ouverture, de nombreux dignitaires ont pris la parole pour expliciter les options futures du Nigeria. M. Mele Kolo Kyari, Directeur Général de la NNPC, a abordé un thème important auquel le Nigeria est confronté, à savoir le désengagement des grands investisseurs pétroliers. Selon lui, le Nigeria doit utiliser un "carburant friendly dans les dix prochaines années". Ce faisant, il devrait contribuer à l'engagement en faveur de la réduction nette des émissions de carbone tout en permettant l'utilisation de ses ressources naturelles.

"Ils partent non pas parce que les opportunités ne sont pas là, mais parce que les entreprises déplacent leurs portefeuilles là où ils peuvent apporter de la valeur ajoutée, mais aussi là où ils peuvent aussi contribuer au voyage vers l'engagement net de carbone zéro. " La transition énergétique doit être marquée par le bon sens et la justice". M. Kyari a également annoncé que le Nigeria allait augmenter sa production de pétrole alors que le baril a atteint 106,3 dollars mardi, passant de 8,3 % à 8,47 % en une journée.



Au cours des derniers jours de ce prestigieux événement, les principaux orateurs ont longuement abordé les questions de technologie, d'innovation et celles des jeunes professionnels de l'énergie. Les participants ont discuté du PIA et des opportunités qu'il offrira aux principaux acteurs du secteur et aux communautés d'accueil. La stratégie mise en œuvre a été présentée par les dirigeants des secteurs secondaire et tertiaire. Le dernier jour du sommet, des questions essentielles ont été abordées, dont certaines portaient sur le commerce, et l'investissement, la mise en place de zones économiques, maritimes et portuaires en tant que centres de transition énergétique, et la feuille de route pour une économie fondée sur le gaz en 2030.



La jeunesse africaine, une richesse oubliée

La jeunesse africaine est très souvent laissée pour compte ou alors, elle n'occupe pas la place qu'elle mérite dans la société. Elle constitue pourtant le maillon le plus dynamique et le plus important pour l'avenir de nos pays, tant sur le plan numérique qu'économique. Nos gouvernants se doivent de prendre à bras le corps cette situation en investissant dans son futur car sans cette jeunesse l'Afrique ne se développera pas. Environ 200 millions de personnes âgées de 15 à 24 ans constituent cette catégorie. Cela fait de l'Afrique le continent dont la population est la plus jeune au monde. Selon les statistiques de la Banque mondiale, les jeunes représentent 60 % de la totalité des chômeurs africains.

La jeunesse africaine est en réalité une bombe à retardement. Nos dirigeants doivent prendre en considération ces chiffres et agir au plus vite pour mieux éduquer cette masse critique et lui offrir une chance de s'en sortir. Presque partout à travers le continent nous assistons à un exode rural sans précédent avec les jeunes qui viennent s'entasser dans les grandes métropoles tandis que d'autres tentent l'émigration clandestine au péril de leur vie.

L'insécurité est grandissante et demeure un enjeu majeur dans toutes les capitales africaines tandis que le désespoir fait rage dans nos sociétés.

Il existe pourtant une corrélation évidente entre la promiscuité doublée d'une pauvreté qui ne dit pas son nom et un manque d'éducation. Ce cocktail explosif est présent un peu partout en Afrique et lorsqu'on y ajoute les effets pervers du développement urbain, la situation devient dramatique.

Heureusement certains pays sont en train de prendre en considération cette réalité. Ainsi, au Nigéria, le vice-président Yemi Osinbajo a récemment déclaré, lors de la cérémonie de remise des prix de la version nigériane du Prix international de la jeunesse du Duc d'Édimbourg, que « la jeunesse est le principal atout du Nigéria ». Il a mentionné le rôle important que les jeunes jouent dans la défense nationale, ainsi que la place qu'elle occupe dans les technologies et tout particulièrement durant cette période de COVID 19, développant des dispositifs destinés à aider le gouvernement fédéral à faire face à la maladie.

Le VP a également rappelé le rôle majeur que tiennent les jeunes Nigériens dans les domaines des sports et les loisirs et il a affirmé qu'ils doivent être soutenus et encouragés.



Ainsi, le gouvernement Nigérian veut lever \$500 millions pour appuyer les activités technologiques et l'écosystème de la créativité. Ce projet est soutenu par la BAD à hauteur de \$170 millions et le reste sera financé par le gouvernement nigérian, la Banque Islamique et l'Agence Française de Développement.

Il est à espérer que cette excellente initiative trouvera un écho favorable au sein des autres pays africains et qu'elle sera source d'inspiration.



Les dix pays africains aux plus grandes réserves de pétrole brut sont-ils aussi les plus gros producteurs en 2021 ?

Business Insider estime que les réserves de pétrole des 10 plus grands pays producteurs de pétrole du continent africain totalisent 125,3 milliards de barils et totalisent environ 10 % des réserves mondiales. Avec des réserves de pétrole prouvées évaluées à 48,4 milliards de barils, la Libye détient le titre de premier pays en Afrique à posséder des réserves de pétrole prouvées et comptabilise 39,60 % des réserves de pétrole prouvées du continent et 3,3 % des réserves mondiales. Le Nigeria, premier producteur de pétrole en Afrique, détient quant à lui des réserves de pétrole estimées à 36,9 milliards de barils. Cela représente 30,12 % des réserves des dix pays africains et 2,55 % des réserves mondiales de pétrole. Le Nigeria et la Libye détiennent 70 % des dix plus grandes réserves de pétrole de l'Afrique. L'Angola, l'Algérie et le Soudan, avec respectivement 12,2 milliards, 7,8 milliards et 5 milliards de barils de réserves pétrolières, suivent de près.

Toutefois, de très importantes réserves ne se traduisent pas systématiquement par une production pétrolière conséquente. Le potentiel de l'Afrique n'a pas encore été pleinement exploité, malgré la vague de nouvelles découvertes de pétrole et de gaz au cours des dernières années. Les réserves de pétrole ne sont pas en parfaite corrélation avec la production de pétrole en Afrique.

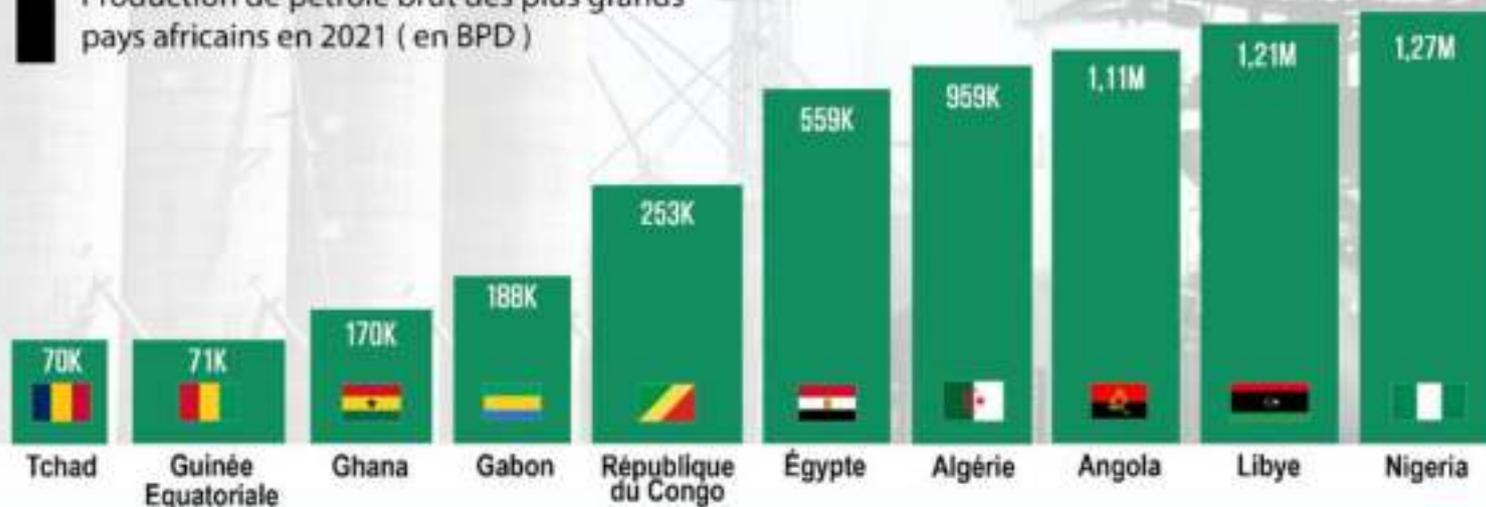


TOP 10

PAYS AFRICAINS EN TERME DE PRODUCTION DE PÉTROLE BRUT EN 2021



Production de pétrole brut des plus grands pays africains en 2021 (en BPD)



Bien qu'elle dispose des plus grandes réserves de pétrole en Afrique, la Libye se trouve derrière le Nigeria, premier producteur de pétrole en Afrique 2021. La Libye a en effet subi un revers qui a nui à la production de son pétrole. La maintenance de réparation d'un oléoduc a fortement ralenti la production de pétrole. La Libye se doit d'agir rapidement et mettre fin aux nombreux problèmes politico-sociaux et à l'instabilité qui l'accablent depuis une décennie. Il est essentiel que le pays attire davantage d'investisseurs étrangers.

Grâce à ses importantes réserves de pétrole, elle pourrait à l'avenir, être un concurrent de taille pour le Nigeria pour la première place des pays producteurs de pétrole en Afrique. Même s'il possède les 8èmes plus grandes réserves prouvées de pétrole du continent, l'Ouganda ne figure pas parmi les principaux producteurs de pétrole en Afrique. L'absence de système d'évacuation du pétrole et la situation enclavée du pays accentuent ses difficultés. La construction d'un oléoduc de 1 445 km traversant la Tanzanie a suscité les critiques des défenseurs de l'environnement et des droits de l'homme qui affirment que le projet menace à la fois l'environnement et la population locale.



De nombreuses autres nations africaines disposant d'importantes réserves pétrolières sont confrontées à de nombreux obstacles à une exploitation optimale de leurs ressources en pétrole brut. Diverses contraintes entravent la pleine exploitation des réserves pétrolières africaines, et notamment la nature du pétrole, la situation socio-économique, politique et géographique du pays, et le défaut d'investissements.



La déclaration de Niamey

La capitale du Niger, a récemment accueilli la troisième édition du Forum minier et pétrolier (ECOMOF) de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Au cours de ce forum, un accord historique a été signé le 16 février 2022, par S.E. Mahamane Sani Mahamadou, Ministre du Pétrole, de l'Energie et des Énergies Renouvelables de la République du Niger, S.E. Mohamed Arkab, Ministre de l'Energie et des Mines de l'Algérie, et S.E. Chief Tmipre Sylva, Ministre d'Etat aux Ressources Pétrolières du Nigeria. En vertu de cet accord, le projet de gazoduc transsaharien, d'une valeur de plusieurs milliards de dollars, reprendra son cours. Le gazoduc de 4 128 km, qui relie Warri au Nigeria à Hassi R'Mel en Algérie, traversera le Niger. Une fois achevé, le gazoduc passera par la côte méditerranéenne stratégique de l'Algérie et transportera chaque année 30 milliards de mètres cubes de gaz naturel du Nigeria, de l'Algérie et du Niger vers les marchés européens, ainsi que des stations d'approvisionnement le long de son trajet. Dans le contexte de la crise énergétique actuelle, le gazoduc permettra à l'Europe de puiser directement dans les importantes réserves de gaz de ces trois pays, ce qui lui permettra de diversifier son approvisionnement tout en générant des flux de revenus lucratifs pour les marchés gaziers africains. Cet ambitieux projet de construction d'un gazoduc à travers le désert du Sahara a été proposé dans les années 1970. Pourtant, il était resté lettre morte en raison de l'opposition des groupes de défense de l'environnement qui préservent le delta du fleuve Niger et des menaces terroristes des groupes militants. Il est par conséquent historique que les trois pays aient relancé le projet.

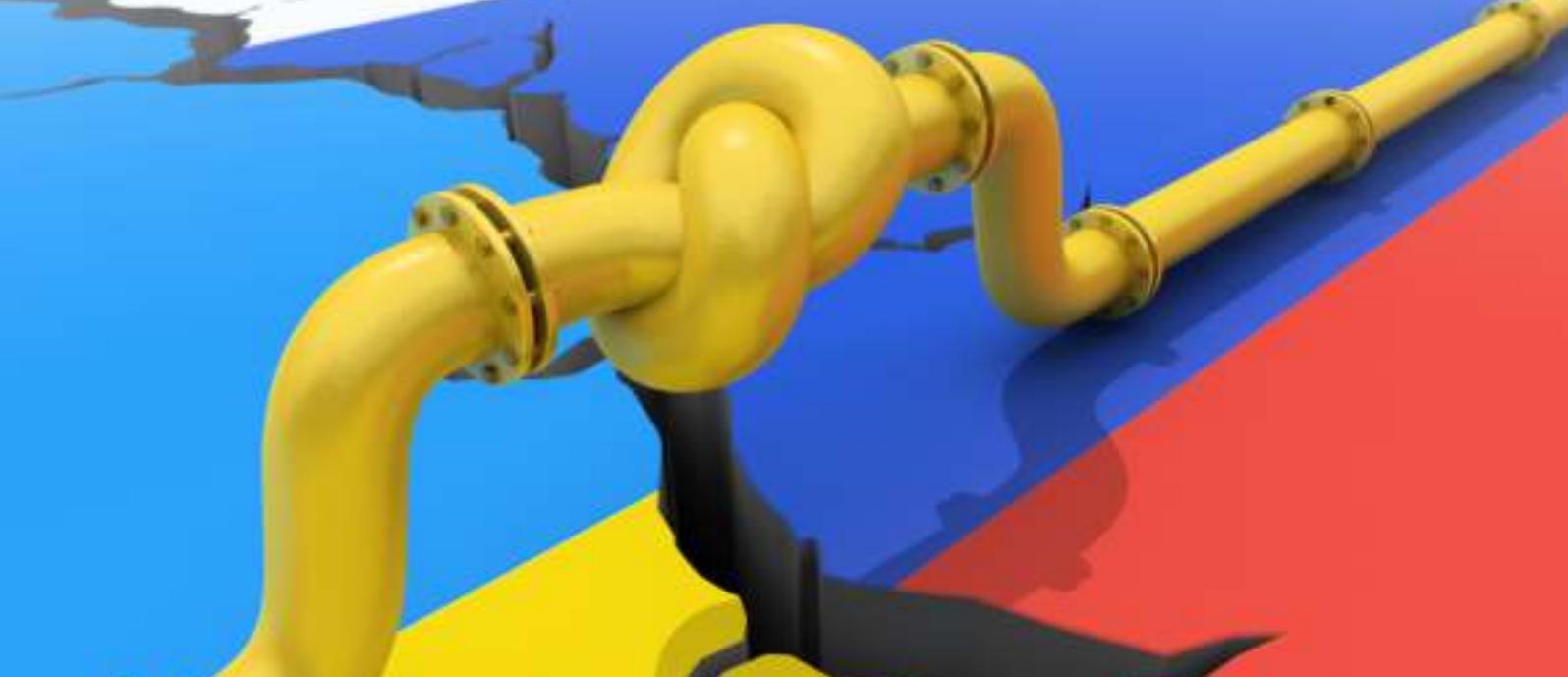
Les représentants du gouvernement nigérian ont fait des efforts considérables pour relancer le projet de gazoduc transsaharien, qui était au point mort. S.E. Chief Timipre Sylva, Ministre d'État aux ressources pétrolières du Nigeria, a exprimé son espoir et son enthousiasme pour le projet gazier à venir. "Ce projet va transformer tous les pays et nous, au Nigeria, nous sommes entièrement engagés à en faire un succès. Il créera des emplois et apportera des revenus bien nécessaires grâce à la monétisation du gaz." Les autorités nigérianes ont annoncé l'attribution d'un contrat de 2,8 milliards de dollars pour l'installation de gazoducs de Warri à Ajaokuta en passant par Abuja, puis vers Kaduna et Kano. Des centrales électriques seront construites en ces lieux afin d'assurer l'approvisionnement en gaz des stations tout au long du passage du gaz dans ces régions. Ce projet serait extrêmement bénéfique pour le Nigeria.

Le pays dispose de réserves illimitées de pétrole brut qui peuvent être utilisées de manière exponentielle à l'avenir. Le gazoduc Trans-Sharan générerait des revenus substantiels à la fois pour le Nigeria et pour les autres États qui y participent. À l'instar de ses homologues, le Ministre algérien de l'énergie et des mines, Mohamed Arkab, a exprimé un enthousiasme comparable. Il a ainsi déclaré : "Ce projet donnera un nouvel élan aux relations entre le Nigeria et l'Algérie en termes de coopération technique et de renforcement des capacités. Ce projet aura également un fort impact social et économique dans les pays de transit, et ce dans le respect de la protection de l'environnement et du développement durable.

De nombreux pays européens dépendent de l'Algérie pour leurs besoins en gaz. Ce pays dispose en effet de plus de 2 000 km de gazoducs. Le champ gazier d'Hazaran est le plus important du pays et il renferme les quatrièmes plus grandes réserves de gaz au monde. Cependant, l'offre de gaz ne peut pas répondre à la forte demande. Alors que les réserves de gaz algériennes s'épuisent, le gaz nigérian est sous-utilisé. Ils souhaitent par conséquent, que l'installation soit reliée au champ gazier d'Hazaran, et de là, les Nigériens pourront se raccorder et commercialiser leur production. C'est une situation gagnant-gagnant pour toutes les parties concernées. Ensemble, ils coordonneraient leurs ventes et le Nigeria en tirerait un avantage financier.

En ce qui concerne le Niger, le projet de pipeline serait bénéfique pour le développement économique du pays. Le coût du gazoduc, estimé à 13 milliards de dollars, sera dépensé au Niger, ce qui donnera une impulsion indispensable au secteur énergétique déjà en pleine croissance et à l'économie toute entière. Le projet permettra au Niger de capitaliser sur ses vastes réserves de gaz, estimées à 34 milliards de mètres cubes avec des réserves récupérables de 24 milliards de mètres cubes. Selon le Ministre du Pétrole, de l'Energie et des Énergies Renouvelables de la République du Niger, S.E. Mahamane Sani Mahamadou, des industries pétrochimiques seront développées en utilisant le gaz domestique, et des produits comme les engrais, l'ammoniac et l'urée y seront fabriqués. En outre, ce projet aura l'avantage de stimuler le secteur agricole, qui reste un important pourvoyeur d'emplois dans le pays et dans toute la région.

Cet accord, qui aurait dû être conclu depuis longtemps, contribuera à renforcer la sécurité énergétique, à créer des emplois bien rémunérés et à développer la croissance économique. Les investisseurs et les sociétés de services à la recherche d'un fort retour sur investissement dans l'une des zones frontalières d'hydrocarbures les plus prometteuses d'Afrique, dans l'une des démocraties les plus stables du continent, seront enthousiasmés par cette nouvelle. NJ Ayuk, Président Exécutif de la Chambre Africaine de l'Energie a déclaré : "Le redémarrage de ce projet envoie aux investisseurs, et aux partenaires stratégiques importants en Europe et en Afrique, un message clair : les choses changent en Afrique. Nous ferons en sorte que certaines étapes clés et certains accords soient signés et annoncés lors de la semaine africaine de l'énergie qui se tiendra en octobre au Cap".



Les répercussions du conflit Russie-Ukraine sur les approvisionnements en gaz

Au cours des derniers jours, les médias ont continuellement couvert le conflit russo-ukrainien qui s'intensifie. Les États-Unis et l'OTAN ont multiplié les tentatives pour apaiser la situation après que l'intention de Poutine d'envahir l'Ukraine ait été dénoncée par les dirigeants du monde entier. Après l'échec des pourparlers diplomatiques avec le Kremlin, les États-Unis ont placé 8 500 soldats en état d'alerte, prêts à se déployer à tout moment. Cela illustre le fait que la crise peut s'aggraver à tout moment.

Des sanctions économiques sont également envisagées par les États-Unis et leurs alliés. Les tensions croissantes entre la Russie et l'Ukraine pourraient mettre en péril la dépendance de l'Europe vis-à-vis de la Russie pour le gaz. Les Européens, et en particulier les Européens de l'Est qui sont fortement dépendants du gaz russe, subiraient de lourdes conséquences si les États-Unis imposaient des sanctions économiques contre le pays. Près de 40 % du gaz de l'Europe est livré par la Russie. Cette situation est assez préoccupante et pourrait avoir des effets économiques désastreux. La crise mondiale Covid-19 a déjà provoqué une flambée des prix du gaz en Europe. Selon certains analystes, les prix du gaz risqueraient d'augmenter encore si la crise s'aggravait. Il est à craindre que la Russie ne fasse de ses exportations de gaz un véritable moyen de pression.

La Russie a déjà procédé à une réduction de la quantité de gaz naturel arrivant en Europe. Cela permet aux usines de fonctionner et aux foyers d'Europe de se chauffer pendant l'hiver, mais ce n'est pas suffisant pour éviter que les prix ne s'envolent. Les responsables politiques de l'UE craignent que la Russie ne suspende l'approvisionnement énergétique de l'Europe dans le but de diviser les pays, dont la puissante Allemagne. La Russie satisfait plus de la moitié des besoins énergétiques de l'Allemagne, soit plus que tout autre pays d'Europe occidentale. Les Allemands ont été moins loquaces quant à leur soutien à l'Ukraine. Le blocus stratégique de Poutine pourrait remodeler l'alliance de l'Europe au-delà des intérêts économiques.

Les approvisionnements en gaz de la Russie étaient déjà inférieurs à la moyenne avant la crise actuelle entre l'Ukraine et la Russie. Selon la Banque américaine d'investissement, d'août à décembre, les importations de gaz en provenance de Russie en Europe du Nord-Ouest ont diminué de 38 % par rapport à la même période en 2018. Les stocks de gaz européens ont également diminué de 21 % au 12 janvier, par rapport à la même période il y a cinq ans. En cas de perturbation et de conflit russo-ukrainien imminent, la pénurie d'énergie s'accroîtra en raison de la faiblesse des stocks en Europe.



Face à la réaction internationale prévisible, Poutine devrait mettre un terme à l'invasion prévue de l'Ukraine. L'énergie est l'un des nombreux secteurs qui sont très sensibles aux conjonctures socio-économiques et géopolitiques. Les prix du pétrole brut sont susceptibles de fluctuer en raison de l'incertitude liée à la crise entre l'Ukraine et la Russie.



Les USA occupent pour la première fois la 1ère place des exportateurs de GNL dans le monde

Selon les données recueillies par Bloomberg, les installations américaines de GNL sont passées devant celle du Qatar en décembre. La question est de savoir pour combien de temps le pays restera en tête. La production de gaz naturel aux États-Unis a augmenté de 70 % par rapport à 2010 et le pays devrait devenir le premier producteur et exportateur mondial de GNL.

Cette situation intervient à un moment où la demande européenne de gaz se fait de plus en plus pressante et où les États-Unis se sont positionnés comme un fournisseur fiable. En décembre, une nouvelle unité de production de l'usine de Sabine, en Louisiane, a produit sa première cargaison. En 2021, un nombre record de 1 043 cargaisons a été envoyé par les terminaux d'exportation de GNL américains en Asie et en Europe. Cela devrait permettre de combler le déficit mondial en matière d'approvisionnement, et plus particulièrement sur les marchés européens. Selon les données de suivi des navires compilées par Bloomberg, la production des installations américaines a légèrement dépassé celle du Qatar en décembre, après que les exportations des installations de Sabine Pass et de Freeport aient considérablement augmenté. Cheniere Energy Inc. a déclaré le mois dernier qu'une nouvelle unité de production dans son usine de Sabine Pass en Louisiane avait produit sa première cargaison.

Il a fallu environ une décennie et des milliards de dollars investis dans des installations de liquéfaction pour que les États-Unis deviennent l'un des principaux acteurs de l'industrie du GNL. L'Australie et le Qatar sont également des acteurs majeurs et ils peuvent occuper la première place à tout moment en fonction de leur engagement et de leurs investissements. La compétition pour la place de premier producteur de GNL entre le Qatar et les États-Unis sera donc très forte dans les années à venir.



L'offre mondiale de pétrole peut-elle dépasser la demande ?

Les environnements socio-économiques, culturels et politiques mondiaux ont été radicalement modifiés par le Covid-19. La crise sanitaire mondiale qui sévit dans le monde depuis deux ans a eu un impact négatif sur tous les aspects de la vie humaine. L'épidémie est passée du stade de pandémie à celui d'endémie. Cette situation catastrophique a généré des incertitudes considérables dans tous les secteurs. Récemment, les prix du pétrole ont grimpé en flèche, illustrant ainsi la gravité de la situation, puisque même l'industrie pétrolière n'a pas été épargnée. Les perspectives pour 2021 ne semblent pas très réjouissantes. Les faibles stocks, la diminution de la production de réserve et la faiblesse des investissements sont autant de facteurs qui expliquent les sombres prévisions.

L'apparition récente du variant Omicron n'a pas pour autant ralenti la demande de pétrole. Les experts de la santé indiquent que le variant actuel, bien que plus transmissible, occasionne moins d'hospitalisations. Avec l'assouplissement des restrictions adoptées par de nombreux pays, les voyages sont en hausse et provoquent une augmentation de la demande de pétrole. La pénurie de pétrole dans le monde et la forte augmentation de la demande ont eu pour effet d'affaiblir le marché pétrolier. On observe un déséquilibre croissant entre l'offre et la demande de pétrole. Les prévisions de l'OPEP+ de dépasser les 104 millions de barils par jour d'ici la fin de l'année constituent un véritable défi car un certain nombre des 19 membres ne peuvent pas atteindre les objectifs de production.

Malgré une amélioration par rapport au déficit de 655 000 barils par jour enregistré en novembre, le groupe a produit 625 000 barils de moins que prévu pour le septième mois consécutif. Les difficultés de certains pays à rétablir leur production font que l'écart se creuse, tandis que l'objectif de production continue d'augmenter de 400 000 barils par mois.

Les stocks constituent un autre facteur qui affecte l'approvisionnement en pétrole. Selon une étude récente, les stocks de pétrole commercial ont en effet enregistré une baisse dans les économies de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

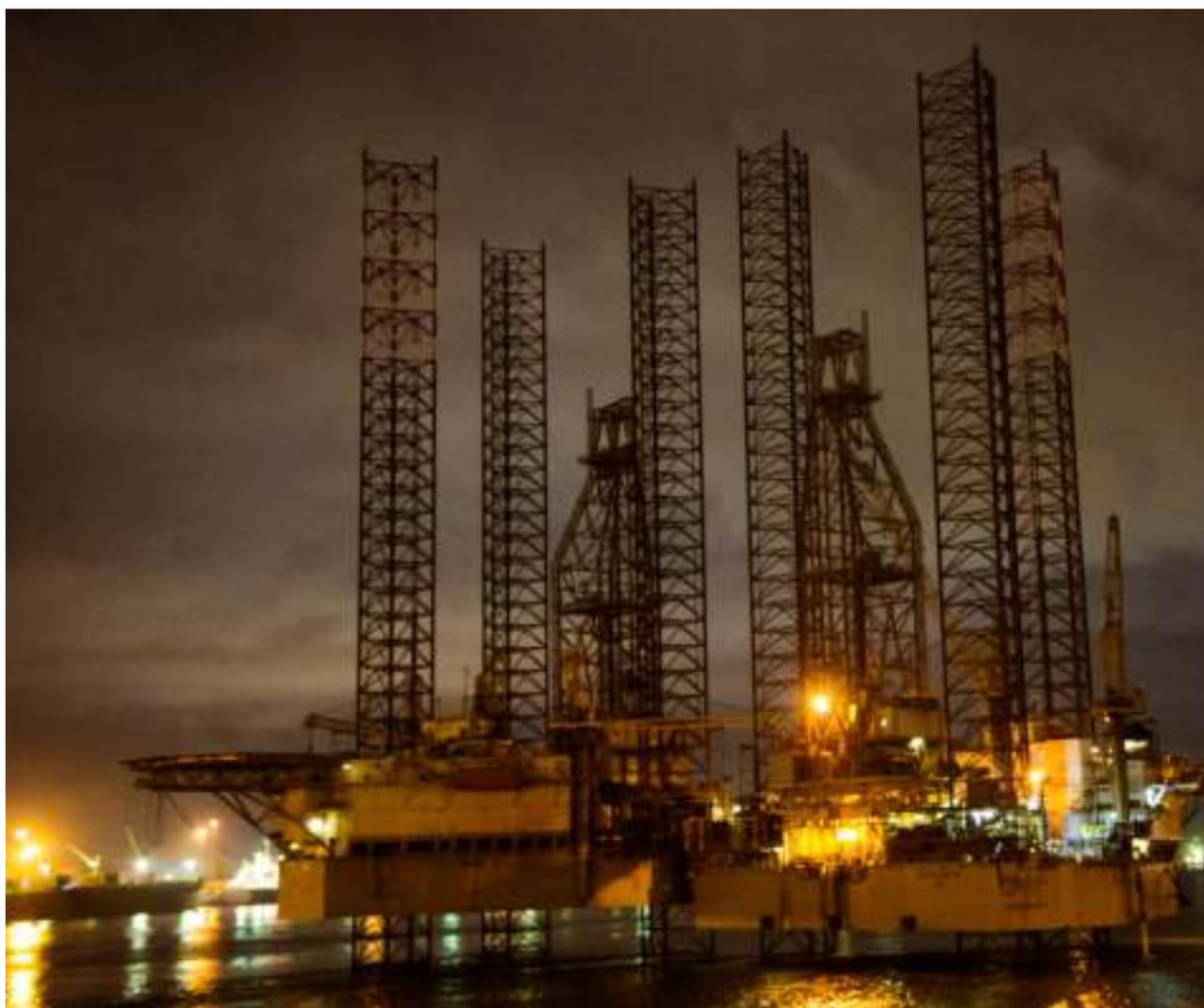
En octobre, la production pétrolière de ces pays était de 174 millions de barils, soit 6 % de moins que la moyenne pour la période 2015-2019. Si l'OPEP tente de réduire l'écart en augmentant la production, cela risque de provoquer un plus grave problème : l'érosion de la capacité de réserve mondiale. En cas de perturbation inattendue de l'offre, la capacité de réserve mondiale ne sera pas suffisante.

Certains pays en font déjà l'expérience. Après un revers causé par la fermeture de l'oléoduc de sa plus grande zone pétrolière et des dégâts sur l'une des lignes desservant le plus grand terminal, la production pétrolière de la Libye est restée à un niveau inférieur de plus de 25 % à celui de l'année dernière (1 million de barils par jour tout au long de 2021). Le Nigeria et l'Équateur connaissent de graves perturbations dues à des dysfonctionnements techniques et opérationnels. Le Kazakhstan et la Russie sont confrontés à une situation similaire.

Il est probable que seuls les Émirats Arabes Unis, l'Arabie Saoudite et l'Irak puissent pomper au-dessus de leur niveau de référence au sein du groupe OPEP. Que les restrictions de production soient rétablies ou non d'ici septembre, la production mondiale de pétrole de réserve reste circonscrite à ces trois pays. Leur capacité de production ne dépassera pas 2,5 millions de barils par jour, soit 2,5% de la demande mondiale. Le faible niveau d'investissement dans l'industrie pétrolière a aggravé la pénurie d'approvisionnement.

Les investissements dans les nouvelles réserves de pétrole et de gaz n'ont jamais été aussi faibles depuis une quinzaine d'années, provoquant ainsi une pénurie d'approvisionnement. Bien que les fervents défenseurs de la cause environnementale, les écologistes et les militants se félicitent de ce sous-investissement, la transition vers les énergies propres ne se fait pas sans heurts.

La consommation de pétrole brut dans le monde est forte et devrait rester ainsi pendant au moins une autre décennie. La demande mondiale de pétrole ne saurait diminuer de manière structurelle sans une offre abondante. L'offre de pétrole et les niveaux de stockage doivent impérativement augmenter pour répondre à la demande croissante afin d'éviter de sérieuses difficultés qui pourraient se traduire par une flambée des prix, une volatilité accrue ou des tensions géopolitiques entre les producteurs et les consommateurs.





La transition énergétique encore loin d'être une réalité

Le processus de transition énergétique ne se fait pas à la vitesse souhaitée. Alors que la demande augmente, les producteurs de pétrole sont à la recherche de plus d'investissements dans le secteur. Le directeur général de Saudi Aramco, Amin Nasser, a récemment déclaré qu'il fallait s'efforcer de poursuivre les investissements dans le pétrole et le gaz jusqu'à ce que les énergies à faible émission de carbone puissent se développer et atteindre une maturité suffisante pour répondre à la demande croissante d'énergie. M. Nasser a ajouté : "Nous nous accordons tous à dire que pour aller vers un avenir énergétique durable, il est impératif d'assurer une transition énergétique en douceur, mais nous devons également tenir compte des complexités et des défis à relever pour y parvenir".

Le patron d'Aramco a promis que davantage d'investissements devraient être consacrés au secteur pétrolier et gazier jusqu'à ce que nous réalisions les progrès nécessaires à l'essor des installations d'énergie renouvelable. "Je propose que les investissements dans les énergies existantes et nouvelles soient poursuivis jusqu'à ce que ces dernières soient suffisamment développées pour être en mesure de répondre de manière réaliste et significative à la hausse de la consommation énergétique mondiale", a déclaré M. Nasser. À bien des égards, le pétrole et le gaz resteront essentiels, parallèlement au développement de différentes formes d'énergie renouvelable.

Les transitions énergétiques dans le monde vont faire l'objet d'une attention particulière car elles pourraient provoquer une inflation galopante et de graves problèmes sécuritaires. On a constaté un taux d'inflation de 7 % pour le mois de décembre aux États-Unis. Les Américains ont connu une hausse spectaculaire cet hiver avec une augmentation de 72 % du prix du gaz et une volatilité à la pompe. Au Royaume-Uni, l'inflation a atteint 5,4 % et dans la zone euro, les prix à la consommation ont battu tous les records en augmentant de 5 % au cours de la même période.

Dans les pays en développement, le problème pourrait être plus préjudiciable et nous pouvons déjà constater une hausse des prix de certains biens et services. Si le prix du gaz augmente, ce sont tous les autres prix qui suivent. Il s'agit de l'une des matières premières les plus stratégiques qui soient.



Pour finir sur une note positive, nous avons noté que pour la première fois de l'hydrogène liquéfié a été transporté par la mer vers un marché international, de l'Australie au Japon. Tous les experts conviennent qu'il s'agit d'une étape importante pour l'hydrogène. Ce carburant est l'espoir de certaines grandes économies pour les accompagner dans leurs efforts de décroissance carbone.

Cela pourrait changer la donne pour l'avenir des énergies propres et doit être suivi de près.



CONTACTEZ-NOUS

- **Notre site web** : www.nigeria-one.com/fr/
- **Par e-mail** : contact@nigeria-one.com
- **Adresse** : Cité Keur Gorgui Lot 71 suite # 2G Dakar, Sénégal
- **Rejoignez-nous sur les réseaux sociaux :**

